LETTRE MENSUELLE PAR INTERNET

UNIQUEMENT PAR ABONNEMENT

N°131 - Novembre 2020
Onzième année

L'AFRIQUE RÉELLE

Sommaire

Actualité

2 L'Ethiopie va-t-elle disparaître ?

Dossier

LA NOUVELLE SITUATION POLITICO-MILITAIRE DANS LA BSS

7 Califat régional ou ethno-islamisme ?

9 Les contradictions des islamistes de la BSS

11 Quand Barkhane s'adapte à la situation sur le terrain

L'ISLAM SUD-SAHARIEN

16 L'islam sud-saharien pourra-t-il résister au wahhabisme ?

17 Islam africain contre islam arabe

19 La charia, une bulle « sécurisée » pour les trafics ?

L'exemple éthiopien montre une fois de plus qu'en Afrique, l'économie est secondaire dans le déclenchement des évènements, l'essentiel étant à l'évidence l'ethnie. L'ethnie qui, certes n'explique pas tout, mais sans laquelle rien ne s'explique…

En effet, dans ce vieux pays, depuis 2005, la croissance est de plus de 7% par an et le revenu par habitant a été multiplié par 3. Les observateurs annonçaient même que l'Ethiopie allait franchir un cap dans le développement. Or, en dépit des courbes économiques ascendantes, le pays est au bord de l'éclatement. Pas pour des raisons socio-économiques, mais parce qu'un grave conflit de pouvoir oppose ses quatre principaux peuples, les Oromo, les Amhara, les Tigréens et les Somali. Mise en sommeil durant deux décennies sous la poigne de fer du Premier ministre tigréen Mélès Zenawi, la question des nationalités s'est brutalement réveillée après sa mort survenue en 2012.
Or, si l'équilibre n'est pas trouvé entre ses peuples, l'Ethiopie éclatera, parce que la démocratie du « one man one vote » donne le pouvoir aux plus nombreux. Or, devenus minoritaires, les Amhara et les Tigréens, peuples des hautes terres qui dominaient traditionnellement ceux des basses terres, à savoir les Oromo et les Somali, ont automatiquement perdu la bataille de l'ethno-mathématique électorale. Comme partout en Afrique, les mêmes causes produisent donc les mêmes effets. Mais en plus de cela, Amhara et Tigréens, pourtant peuples « cousins », se combattent et les seconds dont la moitié du territoire se situe en Erythrée (voir la carte à l'intérieur de la revue) menacent de faire sécession. En plus de cela, à tout moment, l'aviation égyptienne peut faire sauter le barrage éthiopien qui va dramatiquement faire baisser le débit du Nil. Pour l'Egypte, c'est une question de vie ou de mort comme nous l'avons montré dans le numéro 119 de l'*Afrique Réelle*.

Le 28 novembre 2017, en voyage officiel au Burkina Faso, Emmanuel Macron déclara : « *D'ici à cinq ans, je veux que les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain à l'Afrique* ». Le 17 novembre 2019, à Dakar, fut donc remis le « sabre d'el-Hadj Omar » au président sénégalais Macky Sall - d'ethnie toucouleur comme el-Hadj Omar -, par le Premier ministre français Edouard Philippe. Or, la remise de cette arme qui, soit dit en passant, n'a rien d'africain puisqu'il s'agit d'un sabre d'infanterie de l'armée française *modèle 1821* forgé à Kligenthal, en Alsace, honore la mémoire d'un conquérant « sénégalais » qui mit en coupe réglée et vendit comme esclaves les ancêtres de 90% de la population de l'actuel Mali… et d'une partie de celle du Burkina Faso... La remise suivante a porté sur la « restitution » au Bénin d'objets ayant appartenu à ses souverains esclavagistes, ce qui n'aura pas manqué de satisfaire les descendants des peuples qu'ils capturèrent pour les vendre aux négriers européens…
L'on ne peut qu'être « pantois » devant l'ignorance historique des petits marquis qui « conseillent » le président Macron.
Bernard Lugan

L'ETHIOPIE VA-T-ELLE DISPARAÎTRE ?

Dans son numéro du mois d'août 2020, l'*Afrique Réelle* a consacré un dossier au « Volcan éthiopien ». A ce moment-là, la revendication des Oromo faisait peser une lourde menace sur l'avenir du pays. Depuis, la situation a empiré. Désormais, ce sont les Tigréens, eux qui formèrent le noyau dirigeant du pays de 1991 à 2012, qui menacent de faire sécession.
Or, clé de voute de la stabilité régionale, l'Ethiopie est un maillon essentiel dans la région ultra sensible de la Corne où s'additionnent les conflits : opposition entre les deux Soudan, guerre ethnique au Soudan du Sud, dictature érythréenne et anarchie somalienne.

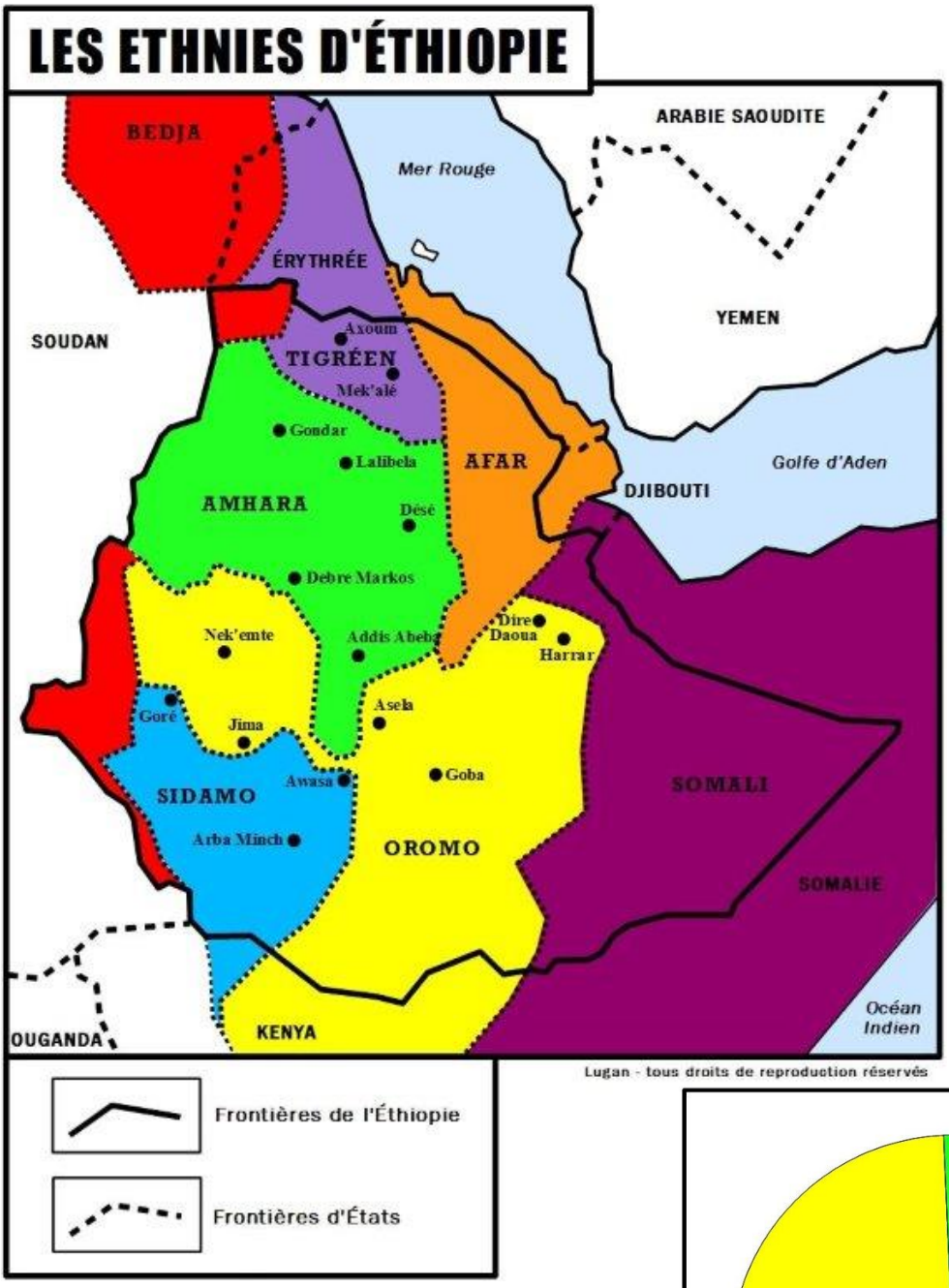
Le mardi 6 octobre 2020, les sénateurs éthiopiens ont voté la rupture des contacts entre les autorités fédérales et le *Front de libération des peuples du Tigré* (FLPT). Cette rupture était la conséquence de la décision prise par la Commission électorale nationale, de reporter les élections nationales prévues au mois d'août en raison de la crise liée au coronavirus. Puis, le Parlement fédéral entérina cette décision et décida de s'auto-proroger. Cette extension du mandat des députés entraîna de fait la prorogation du mandat du Premier ministre Abiy Ahmed, ce qui déclencha la fureur des grands partis ethno-régionaux d'opposition, à savoir le FLO (*Front de libération de l'Ogaden*), parti somali, et des divers partis oromo.
Mais, alors que ces partis acceptèrent le fait accompli, le FLPT entra en quasi dissidence, et le 9 septembre, il organisa des élections régionales en dépit de l'interdiction formelle décidée par le gouvernement fédéral. Pour le FLPT, le Premier ministre dont le mandat allait être échu le lundi 5 octobre n'était en effet plus légitime. Il demandait donc la mise en place d'un gouvernement de transition composé des grandes forces politiques de l'Ethiopie puisque, pour le FLPT, il n'y avait plus de gouvernement fédéral, plus de Chambre des représentants, plus de Chambre de la fédération et donc plus de Premier ministre. Allant encore plus loin, les autorités du Tigré déclarèrent que les décisions du Parlement fédéral prorogé ne seraient pas appliquées par Mekele, la capitale du Tigré, le report des élections n'ayant, selon elles, servi qu'à maintenir au pouvoir Abiy Ahmed.

Dans ces conditions, quatre scénarii sont envisageables :
1) Une guerre civile et une situation de type balkanique avec un éclatement de l'ancien empire.
2) Une union nationale provisoire qui ne réglera rien pour l'avenir
3) Une prise de pouvoir par les Oromo qui provoquera la proclamation de l'indépendance du Tigré.
4) Une redéfinition de la Constitution de 1994 dans un sens confédéral.

Les Tigréens qui forment 5% des 110 millions d'Ethiopiens, ont contrôlé la coalition au pouvoir durant presque trois décennies, de 1991 à 2018, avant d'être évincés par les Oromo. Depuis, ils se considèrent comme ayant été marginalisés alors que ce sont eux qui ont renversé le régime marxiste du colonel Mengistu Hailé Mariam, le « Négus rouge », en 1991, et que leur région est un ilot de stabilité dans une Ethiopie déchirée par les problèmes ethniques.

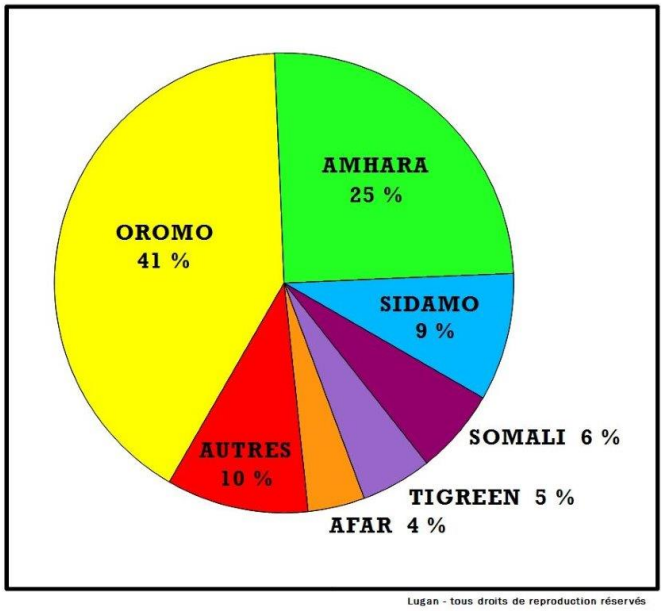
Le 21 mai 1991, la conquête d'Addis-Abeba par le FLPT (*Front populaire de libération du Tigré*) de Meles Zenawi fut suivie de mouvements en cascade qui remirent en question l'intégrité territoriale de l'Ethiopie.
L'Ethiopie sembla alors perdre l'une après l'autre toutes ses conquêtes passées, au point de se voir réduite à son bastion montagneux abyssin, c'est à dire aux limites qui furent les siennes au XVIIIe siècle, à l'époque de son grand repli (carte page 4). Ainsi :

- Au mois de mai 1991, l'Erythrée se sépara de fait de l'Ethiopie, même si l'indépendance officielle n'intervint qu'en 1993.
- Au mois de juin, en Ogaden, le MNS (*Mouvement national somalien*) demanda le rattachement de la région à la Somalie.
- Au mois de juillet, les Oromo du FLO (*Front de libération oromo*) et les Issa du FLI (*Front de libération issa*) s'affrontèrent dans la ville de Dire Dawa et dans ses environs.
- Les Sidamo, créèrent leur propre mouvement, le FLS (*Front de libération sidamo*).

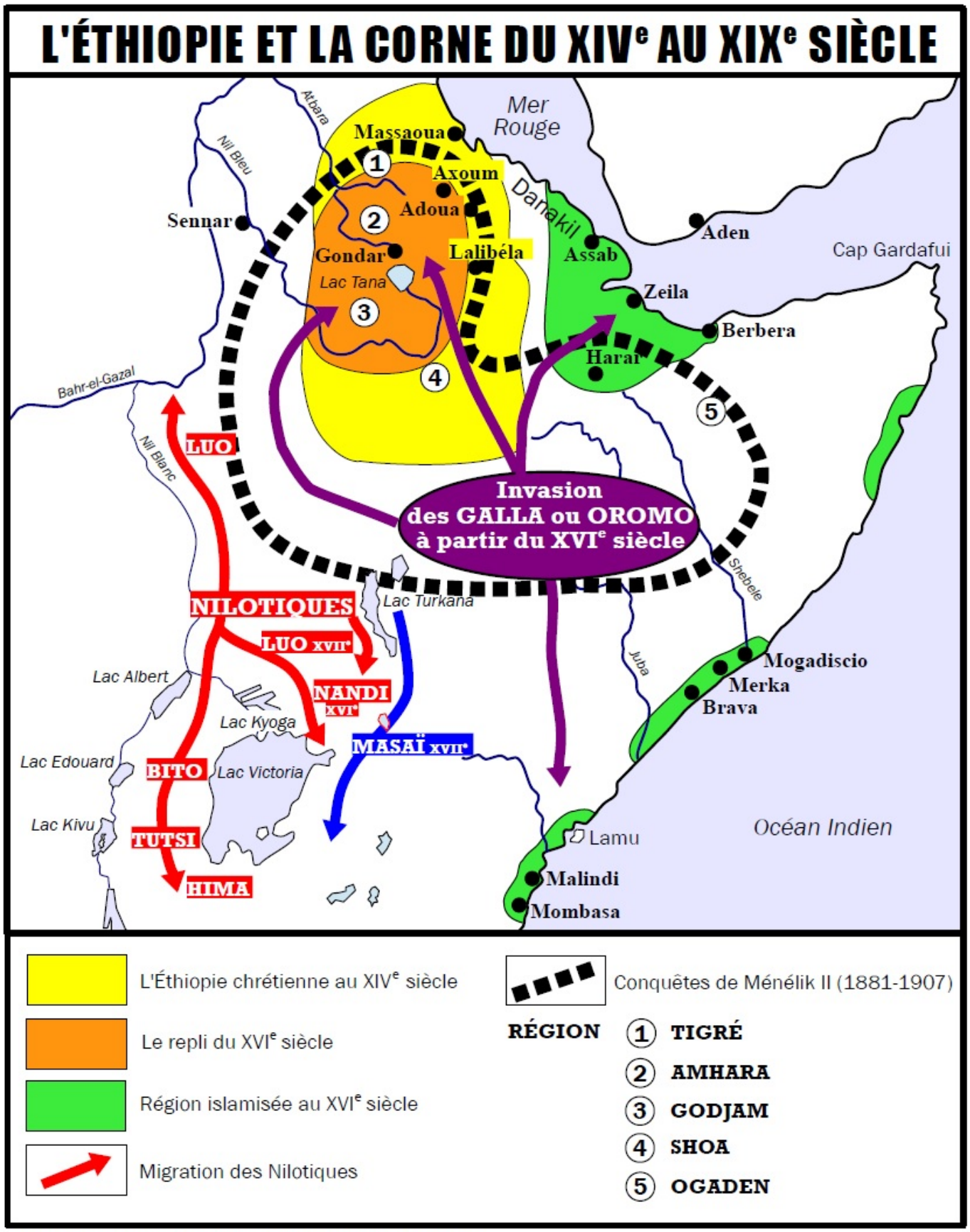


Les groupes ethniques d'Ethiopie (Statistique 2004)

- Oromo : 40%
- Amhara : 26%
- Sidamo : 9%
- Tigréens : 6%
- Ari (Shankella) : 6%
- Somali : 6%
- Afar (Danakil) : 4%
- Gurage : 2%
- Autre : 1%



Les Tigréens qui se veulent les fondateurs de l'Ethiopie, furent évincés par les Amhara dont la noblesse prit le pouvoir sous l'empereur Ménélik II (1889-1913) et dont le pays fut coupé en deux en 1889 quand l'Italie créa l'Erythrée. La carte ethnique montre bien que la moitié du territoire tigréen se trouve en dehors de l'Ethiopie.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'Ethiopie au bord de l'éclatement, ce furent les Tigréens qui sauvèrent alors le pays en partant de la réalité ethnique. Chaque ethnie ayant des revendications autonomistes en contradiction avec l'existence même de l'Etat, afin de tenter d'éviter le démembrement, fut alors élaborée une constitution fédérale laissant à chaque peuple son territoire sur lequel il pourrait se gouverner, tout en continuant à faire partie du cadre éthiopien. Adoptée au mois de décembre 1994, cette Constitution prévoyait la création de 9 régions : Tigré, Amhara, Afar, Oromie, Somali, Benshangul/Gumaz, Harar, Gambela et la région des nations du sud. Ce découpage fut remanié en 1996 et l'Ethiopie compte aujourd'hui 7 régions auxquelles le droit solennel à l'autodétermination, donc la possibilité de faire sécession, est reconnu.
Meles Zenawi, le chef tigréen du FLPT au pouvoir, décida d'ouvrir ce dernier aux autres ethnies et il forma le FDRPE (*Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien*), une coalition électorale dominée par le FLPT. Le système fonctionna jusqu'en 2012, date de la mort de Meles Zenawi.

Le leadership des Tigréens fut ensuite violemment contesté à la fois par les Oromo et par les Amhara. Le Premier ministre Hailé Mariam Dessalegn, un Tigréen successeur de Meles Zenawi, ordonna alors à la police de réprimer les émeutes.
En 2015 les Somali et les Oromo s'affrontèrent et le bilan de cette guerre ethnique fut de plusieurs centaines de morts et de plusieurs centaines de milliers de déplacés.

La région somali qui recouvre l'ancienne province de l'Ogaden est quant à elle peuplée par environ 2 millions de musulmans qui regardent vers le Somaliland ou vers les régions claniques de la Somalie. Trois mouvements politiques y sont actifs. Un seul est partisan du maintien de la région dans le cadre éthiopien, il s'agit de la LDES (*Ligue démocratique des Ethiopiens Somali*). Les deux autres, à savoir le FLNO (*Front de libération national de l'Ogaden*) et le mouvement fondamentaliste musulman Al-Ittihad-Al-Islam qui sont ouvertement sécessionnistes considèrent la LDES comme un parti collaborationniste ayant trahi la cause indépendantiste somali. A partir de la Somalie voisine en pleine anarchie, ces deux mouvements mènent des actions violentes et constituent une menace pour l'unité même de l'Ethiopie car ils sont soutenus par les Tribunaux islamiques de Somalie qui ont lancé le jihad contre les « Ethiopiens chrétiens ».

Puis, eurent lieu des affrontements entre Tigréens et Amhara, lors desquels, des dizaines de milliers de Tigréens furent chassés de la région de Gondar et partirent se réfugier au Tigré. L'intervention de l'armée avec ses hélicoptères de combat déboucha alors sur une véritable guerre qui éclata durant l'été 2016 dans la région de Gondar où nombre d'Amhara furent massacrés par les contingents tigréens de l'armée nationale. Au mois de décembre, les milices d'auto-défense amhara se heurtèrent de nouveau à l'armée. Pendant ce temps, au mois d'août 2016 des heurts très violents éclatèrent entre Afar et Tigréens.

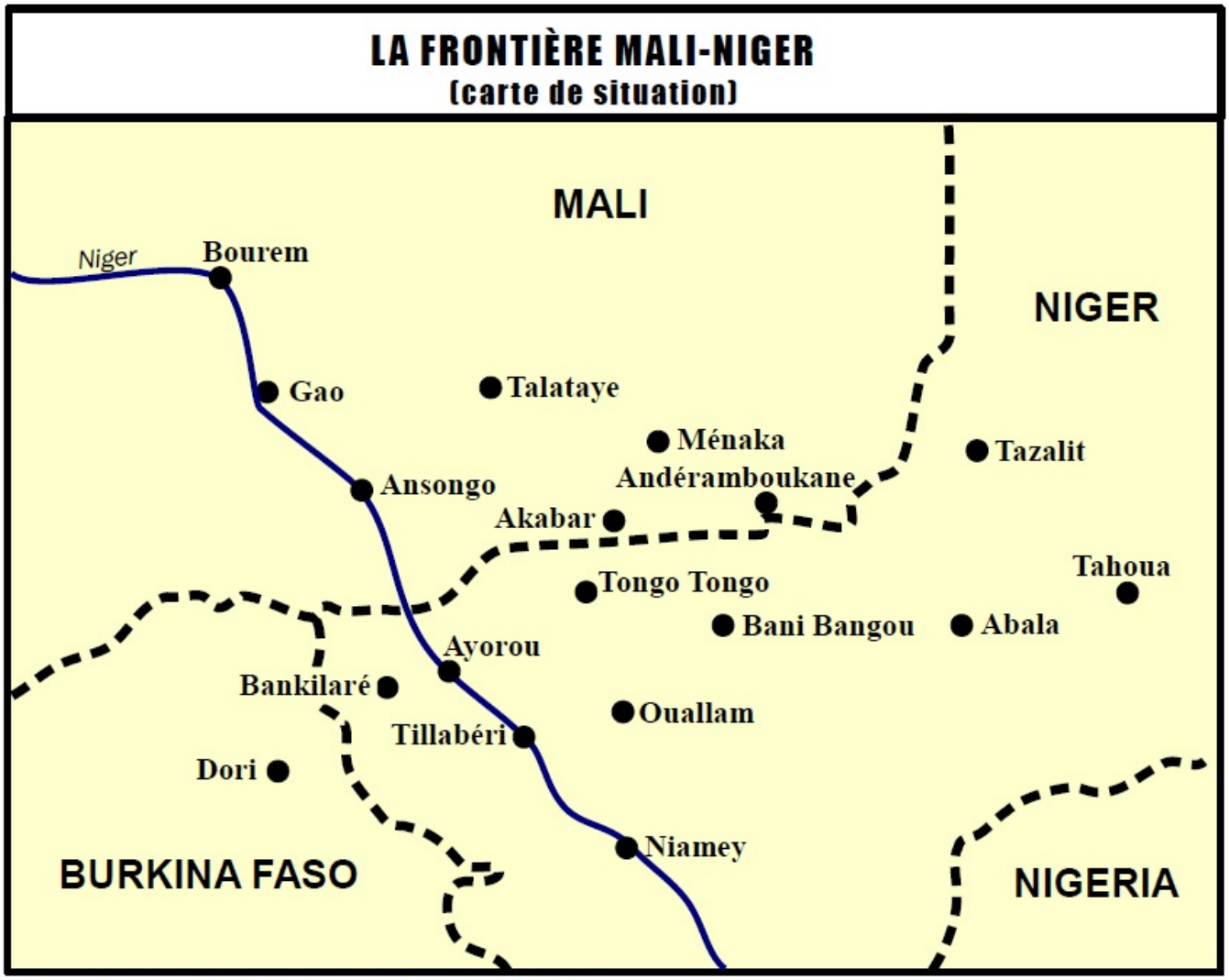
Face aux évènements, le 15 février 2018, le Premier ministre Hailé Mariam Dessalegn présenta sa démission. Son successeur fut Abiy Ahmed, chef de l'Opodo (*Organisation démocratique des peuples oromo*), une des composantes de la coalition FDRPE, au pouvoir et dont il avait pris la tête au début de l'année 2018.
De père Oromo, de mère amhara, Aby Ahmed est vu comme un traitre par la fraction dure des Oromo menée par Jawae Mohamed qui le considère comme un apparatchik mis en place par les Tigréens au sein de l'ancien parti au pouvoir. Partisan de l'indépendance de l'Oromia, Jawae Mohamed veut également faire d'Addis Abeba la capitale du futur Etat.

En 2019, conscient que le parti unique FDRPE (*Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien*), était une coquille vide, Abiy Ahmed le Premier ministre l'a dissous et remplacé par le PP (*Parti de la prospérité*), mais le FLPT refusa de rejoindre cette nouvelle coalition qui marquait son effacement. D'ailleurs, la mosaïque ethno-tribale de l'Ethiopie ayant éclaté, ce nouveau parti fut dès sa naissance, miné par les revendications identitaires contradictoires.

Bibliographie

- Clapham, Ch., (2017) *The Horn of Africa : State Formation and State Decay*. London.
- Gascon, A., (2006) *Sur les hautes terres comme au ciel : identités et territoires en Ethiopie*. Publications de la Sorbonne.
- Perret, M., (2013) *L'histoire de l'Ethiopie vue du Tigré… Et autres lieux*. Paris.
- Toubkis, D., (2010) « Les Oromo à la conquête du trône du roi des rois (XVIe-XVIIIe siècle). En ligne.
- Young, J., (2006) *Peasant Revolution in Ethiopia: The Tigray People's Liberation Front (1975-1991)*. Cambridge.

DOSSIER : LA NOUVELLE SITUATION POLITICO-MILITAIRE DANS LA BSS



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

La mort d'Abdelmalek Droukdal, le chef d'Al-Qaïda pour toute l'Afrique du Nord et pour la bande sahélienne, a bouleversé les rapports de force dans la partie nord-ouest de la BSS (Bande sahélo-saharienne). Elle a en effet rendu leur liberté au Touareg Iyad Ag Ghali et au Peul Ahmadou Koufa, chef de la Katiba Macina, les deux principaux chefs ethno-régionaux de la nébuleuse Al-Qaïda. Puis le coup d'Etat du mois d'août 2020 a ensuite laissé à ces derniers toute latitude pour négocier avec Bamako. C'est dans ce contexte que doit être comprise la libération des otages, dont celle de la propagandiste musulmane Myriam Pétronin et des « jihadistes » détenus par Bamako.

CALIFAT RÉGIONAL OU ETHNO-ISLAMISME ?

Les « émirs algériens » qui ont longtemps dirigé Al-Qaïda dans la BSS ayant été tués les-uns après les autres, l'élimination d'Abdelmalek Droukdal, le dernier d'entre eux, a marqué la fin d'une période. Désormais, Al- Qaïda dans la BSS n'est plus dirigé par des étrangers, par des « Arabes », dans le cas présent par des Algériens, mais par des « locaux ». Or, ces derniers ont une approche politique régionale et leurs revendications sont d'abord des résurgences enracinées dans leurs peuples, ainsi que je le montre dans mon livre *Les guerres du Sahel des origines à nos jours* (bon de commande page 13).

Pour bien comprendre la portée des actuels changements qui vont peut-être contraindre à revoir les missions et même l'existence de Barkhane, il faut voir qu'un nouveau cycle a débuté au mois de juin 2020 avec la mort d'Abdelmalek Droukdal, le chef d'Al-Qaïda pour toute l'Afrique du Nord et pour la bande sahélienne, abattu par l'armée française sur renseignement algérien. Cette liquidation s'inscrivait dans le cadre d'un conflit ouvert qui avait éclaté entre l'EIGS (Etat islamique dans le Grand Sahara), rattaché à Daech, et les groupes se réclamant de la mouvance Al-Qaïda, dont celui d'Iyad ag Ghali associé aux services algériens.

A partir de 2018-2019, l'intrusion de DAECH à travers l'EIGS, avait en effet provoqué une évolution de la position algérienne, Alger ne contrôlant pas ces nouveaux venus dont le but était la création d'un califat régional. Entre l'EIGS et les groupes ethno-islamistes se réclamant de la mouvance Al-Qaïda, le conflit était dès-lors inévitable, puisque les premiers privilégiaient l'ethnie (Touareg et Peul) aux dépens du califat transethnique. Ceci faisait que l'EIGS accusait la mouvance Al-Qaïda de trahison.
Le cœur de l'opposition entre ces deux fractions jihadistes était que Daech, dont le chef régional, Adnane Abou Walid al-Saharaoui est un arabe Réguibat, ancien cadre du Polisario, a pour objectif la création dans toute la BSS, d'un vaste califat trans-ethnique remplaçant les actuels Etats. De son côté, Aqmi (Al-Quaïda pour le Maghreb islamique), est l'émanation de larges fractions de deux grands peuples, les Touareg et les Peul, dont les chefs locaux, le Touareg Iyad Ag Ghali et le Peul Ahmadou Koufa, ne prônent pas la destruction des actuels Etats sahéliens.

L'Algérie considère le nord de la BSS comme son arrière-cour, et par le passé, elle y a donc toujours « parrainé » les accords de paix. Or, depuis plusieurs mois, le président Tebboune a tiré de leur état de « demi-soldes » certains des anciens du DRS (les Services algériens), qui géraient le dossier avant d'être écartés par le général Gaïd Salah et le clan Bouteflika. Leur homme sur zone est Iyad ag Ghali dont la famille vit en Algérie où il a une maison. Politiquement il présente quatre avantages :
- Il est touareg ifora.
- Il est, du moins officiellement, musulman « fondamentaliste ».
- En plus du soutien touareg, il dispose d'une base de popularité à Bamako avec les fidèles de l'imam Mahmoud Dicko.
- Et surtout, il est contre l'éclatement du Mali, priorité pour l'Algérie qui ne veut pas d'un Azawad indépendant qui serait un phare pour ses propres Touareg.

Or, le coup d'Etat qui s'est produit au Mali au mois d'août 2020, a permis de donner toute liberté à la négociation qui a pour but de régler deux conflits différents inscrits dans la nuit des temps et aujourd'hui conjoncturellement abrités derrière le paravent islamique.
Ces deux conflits qui ont chacun leur propre dynamique sont (carte page 8) :
- Celui du nord Mali, qui est l'actualisation de la traditionnelle contestation touareg, d'où l'importance d'Iyad ag Ghali.
- Celui du Soum-Macina-Liptako, qui est porté par les Peul, d'où l'importance d'Ahmadou Koufa.

C'est dans ce contexte que doit être analysée la libération des otages intervenue au début du mois d'octobre 2020. Elle montre que l'Algérie est redevenue maîtresse du jeu à travers son relais régional Iyad ag Ghali avec lequel a été négociée cette libération en échange de celle de 200 « jihadistes », majoritai-

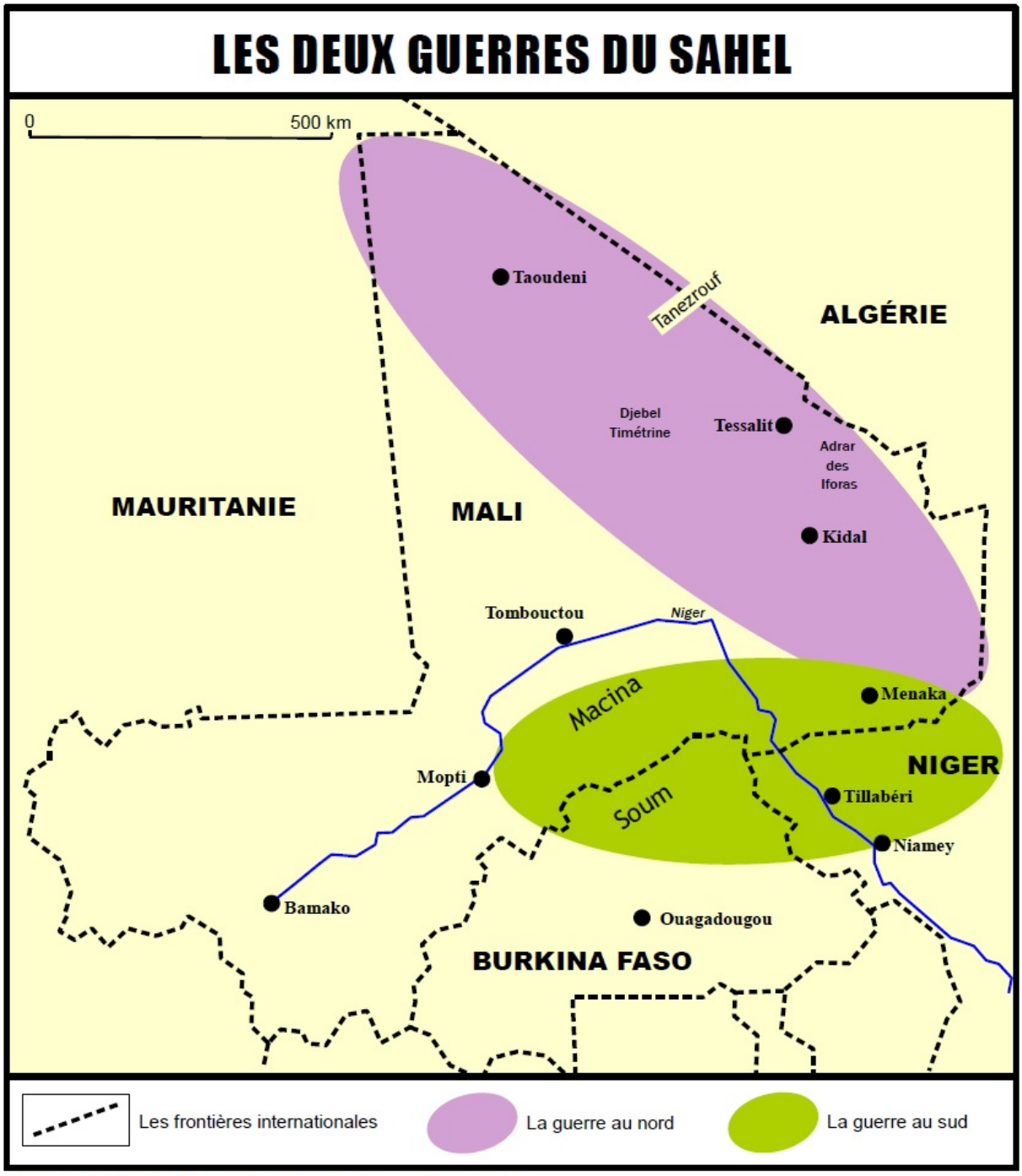
rement des Touareg lui obéissant et qui ont directement été acheminés dans son fief de Kidal.

Le plan algérien qui a pour but le retour dans le jeu politique des Touareg ralliés au leadership d'Iyad ag Ghali, se déroule donc pour le moment parfaitement. L'Algérie éloigne ainsi le danger EIGS de ses frontières, cependant que la France va pouvoir concentrer tous ses efforts sur ce dernier avant d'alléger le dispositif *Barkhane*.

Comme je l'ai écrit dans mon communiqué daté du 11 juin 2020, reste donc l'EIGS dont la destruction dans la BSS ne pourra se faire qu'en :

1) Opposant sa direction allogène à ses troupes authigènes.

2) Exacerbant les contradictions entre les revendications de ses diverses composantes ethniques, tribales et claniques.



tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES CONTRADICTIONS DES ISLAMISTES DE LA BSS

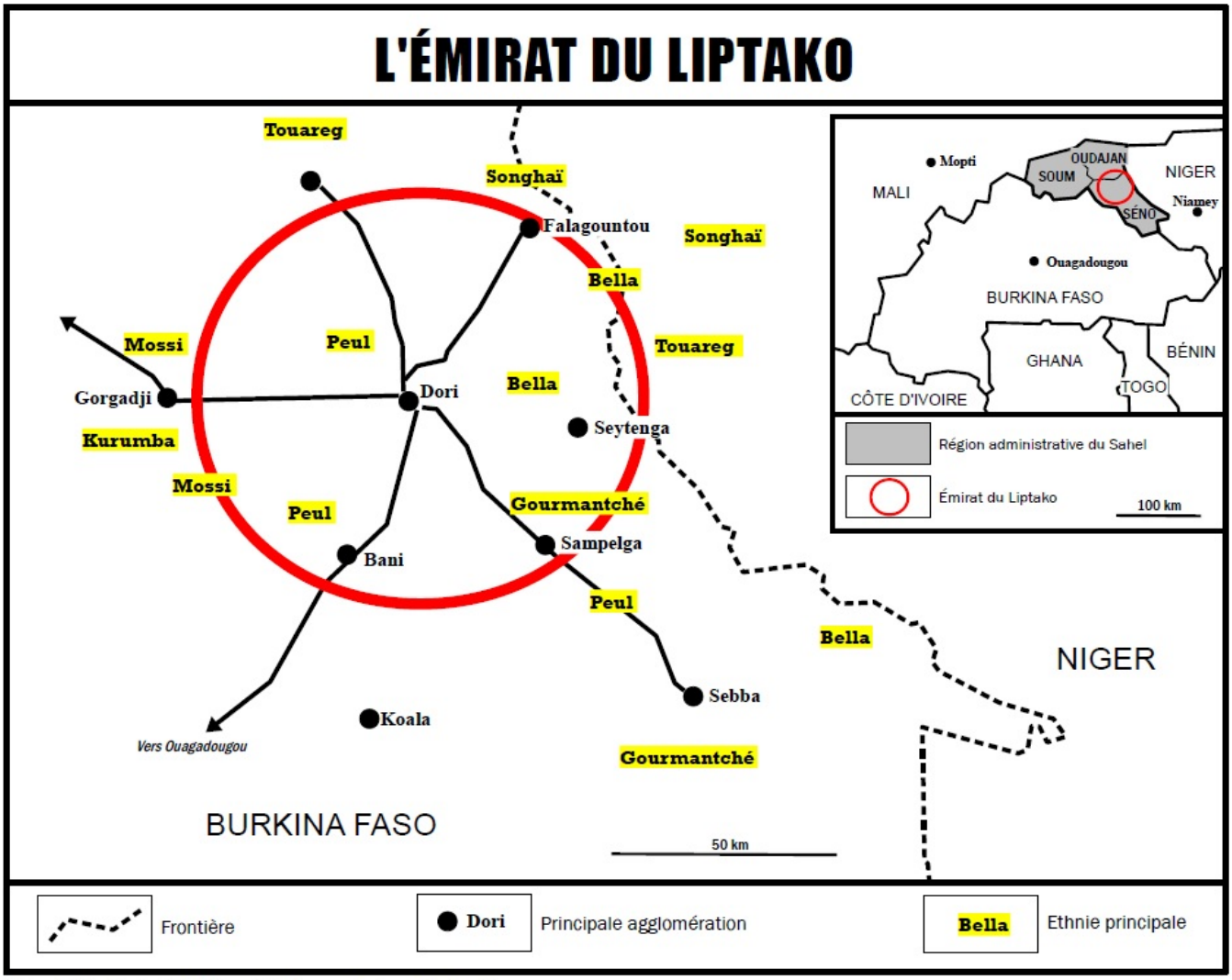
En dépit d'attaques meurtrières, les jihadistes ont pour le moment échoué au Sahel. Leur but était la constitution d'un califat régional dépassant les enracinements, les peuples et les ethnies. Or, voilà qu'aujourd'hui, ils sont tout au contraire prisonniers de ces réalités ethniques et tribales qu'ils prétendaient combattre au nom de leur mystique universaliste.

Les islamistes jihadistes sahéliens sont face à une grande contradiction. Leur islam se veut universel, or, comme ils n'ont pas réussi à transcender les ethnies, ils ont été contraints de prendre appui sur elles. De plus, la fracture entre Aqmi et Daech fait que ce dernier a désormais contre lui les anciens « jihadistes » touareg.

Certes, Daech recrute des combattants, mais, à l'exception d'un petit noyau régulièrement extérieur à la région, leur fidélité est « mouvante » car les dynamiques locales sont plus fortes que les adhésions ponctuelles à la cause jihadiste. Voilà pourquoi, à ce jour, l'addition des revendications ethniques particulières et contradictoires que soutiennent les islamistes n'a pas débouché sur un engerbage. Le califat trans-ethnique porté par un vaste mouvement islamiste régional de type jihadiste à l'image de ce que le Sahel a connu aux XVIIIe et XIXe siècles n'a donc pas vu le jour.

La raison en est claire : la grande vague d'islamisation du Sahel qui a débuté au XVIIIe siècle fut essentiellement l'œuvre de Peul assujettis qui utilisèrent l'islam pour s'affranchir de la domination des Haoussa, dans la région tchado-nigériane et des Bambara dans l'actuel Mali.
Entre la fin du XVIIe siècle et la première moitié du XIXe siècle, l'ouest africain sahélien fut en effet dévasté lors de trois *jihad* peul.
Celui d'Ousmane dan Fodio débuta en 1804 et il se fit en pays Haoussa ; celui de Seku Ahmadou ravagea le Macina à partir de 1818 et celui d'El-Hadj Omar s'étendit à toute la région de la boucle du Niger ainsi qu'au Macina à partir de 1852. Les principales résistances à cette expansion furent le fait des Bambara animistes du royaume de Ségou et des Dogon vivant dans le sud du Macina.
En 1819, Seku Ahmadou s'empara de Djenné, les années suivantes, il élargit ses conquêtes, y englobant Tombouctou. Vers le sud, il s'étendit jusqu'à la confluence du Sourou et de la Volta Noire pour constituer l'empire peul du Macina. Son fils Ahmadou Seku (1845-1853) lui succéda.
Vers 1861, le Peul-Toucouleur El Hadj Omar se heurta aux Peul du Macina qui avaient alors pour chef Ahmadou-Ahmadou, le petit-fils de Seku Ahmadou. La région fut conquise en 1862 mais, en 1864, El Hadj Omar trouva la mort en plein pays dogon, sur les plateaux de Bandiagara dans des circonstances demeurées mystérieuses.

Aujourd'hui, la situation est différente car tout mouvement révolutionnaire de grande ampleur est freiné par l'existence des frontières, même si ces dernières sont plus que poreuses. Et parce que le jihadisme ne peut plus s'appuyer sur un peuple moteur comme il le fit avec les Peul lors des *jihad* précoloniaux. D'autant plus que l'imam Dicko, lui-même Peul et fondamentaliste, s'oppose à la disparition du Mali.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

QUAND BARKHANE S'ADAPTE À LA SITUATION SUR LE TERRAIN

Ayant probablement à l'esprit, à la fois les « commandos de chasse » constitués par l'armée française pendant la guerre d'Algérie et les *Compagnies nomades* qui assuraient la paix dans les régions sahariennes et sahéliennes à l'époque coloniale, durant le premier trimestre 2020, l'état-major français a tenté une expérience originale dans la BSS (Bande sahélo-saharienne), au cœur du dispositif des GAT (*Groupes armés terroristes*). Ses résultats qui ont, semble-t-il, dépassé toutes les espérances, pourraient marquer un tournant dans l'emploi régional de nos forces.

Le Macina, le Liptako, le Soum, et plus généralement la région dite des « Trois frontières » constituent le vivier de recrutement de l'EIGS (*Etat islamique dans le Grand Sahara*). Depuis environ 18 mois, ce dernier a pris le contrôle de la zone, la soustrayant aux autorités maliennes, nigériennes, burkinabé et en a fait à la fois, son sanctuaire et un début de califat.
Barkhane devait donc réagir afin d'isoler les groupes terroristes, engluer leur mobilité et déstabiliser le cœur même de leur sanctuaire.
C'est ce qu'à fait, du 23 janvier au 23 mars 2020, durant deux mois, le *Groupement tactique désert* (GTD) Altor[1] du 2e REP (*Régiment étranger de parachutistes*). Sa zone d'opération fut le Liptako malo-nigérien qui avait totalement échappé aux armées locales et qu'en deux mois de quasi nomadisation, il a ratissé.

Plusieurs originalités ont permis la réussite de cette opération :
1) Ne pas avoir été adossée à une emprise, ou à des BOAT (Bases opérationnelles avancées temporaires) immédiatement repérables.
2) Ne pas avoir dépendu d'un lourd et paralysant soutien logistique, ce qui lui a été permis, ayant une autonomie en ce qui concernait la maintenance des matériels, de se déployer en intégralité sur le terrain.
3) Avoir bénéficié d'une grande liberté d'action au fur à mesure du recueil du renseignement.
4) Avoir privilégié le hors-pistes, mettant ainsi les véhicules à l'abri des mines et autres IED.
5) Avoir intégré les hommes d'un bataillon nigérien des FAN (*Forces armées nigériennes*), au niveau de la section, faisant renaître en la modernisant la conception des anciennes *Compagnies nomades*, permettant ainsi de mieux connaître le terrain, la langue et les mœurs des habitants.

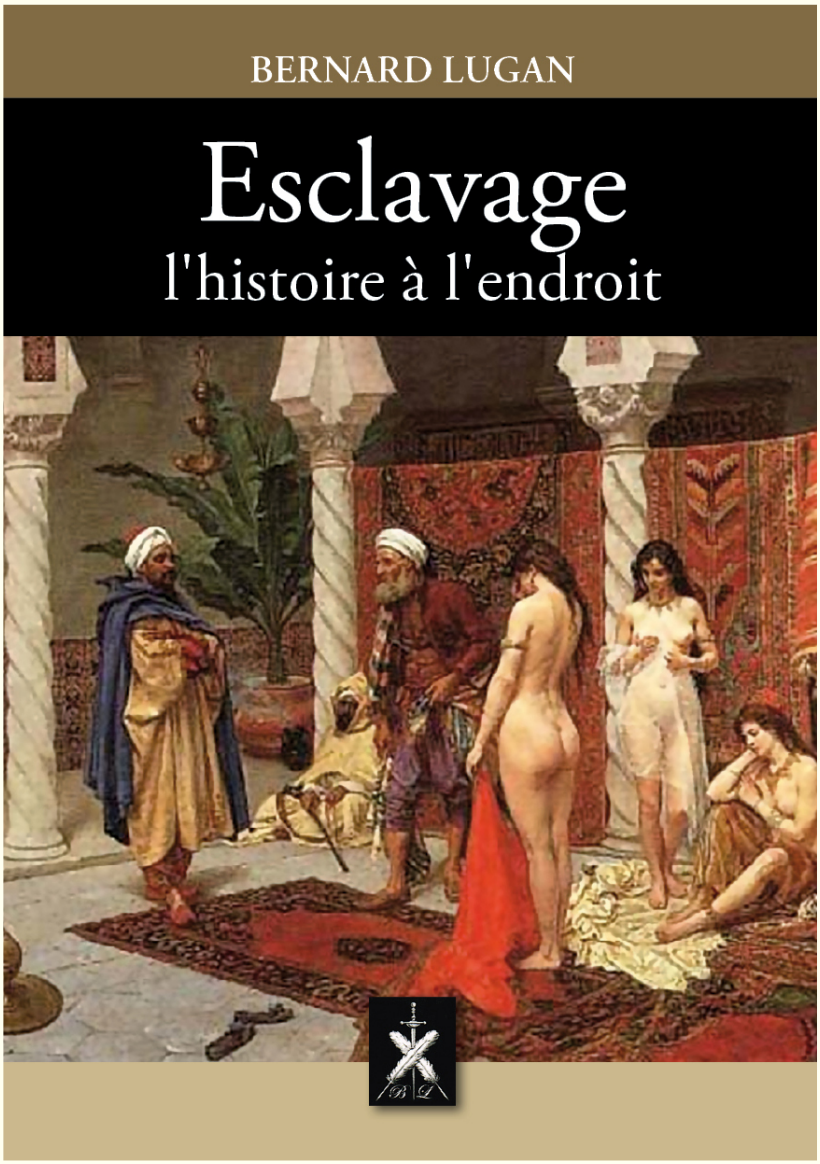
Les enseignements tirés de cette opération sont nombreux :
- La permanence sur le terrain durant deux mois a ainsi permis de détricoter le maillage de l'EIGS.
- En adaptant quasi quotidiennement la manœuvre en fonction des renseignements obtenus, le GTD a pu mettre sur la défensive des groupes qui avaient fait de la région un sanctuaire inviolé.
- Des infiltrations de nuit et à pied, silencieusement, des embuscades et des fouilles-surprise de campements au lever du jour, ont fait que ne se sentant plus en sécurité sur zone, l'ennemi fut contraint d'être sans cesse sur le qui-vive.

Cette campagne fondée sur la rusticité, avec, par exemple, une limitation de la consommation d'eau quotidienne à 7,5 litres jour au lieu des 15 litres réglementaires, ainsi que la présence continuelle sur le terrain semble avoir obtenu de tels résultats qu'il serait désormais envisagé de former d'autres GTD sur le modèle de celui du REP.

Un retour à la guerre « à la française », une spécialité qui avait été abandonnée au profit des lourdeurs « otaniennes »…

[1] Pour des raisons évidentes, je ne donnerai ici ni les effectifs engagés, ni le bilan obtenu, ni certains détails « techniques » qui seraient susceptibles d'être utilisés par l'ennemi.

ESCLAVAGE, L'HISTOIRE À L'ENDROIT



Le 10 mai 2001, en votant la « Loi Taubira », les députés français ont imposé une vision idéologique et manichéenne de la traite esclavagiste.

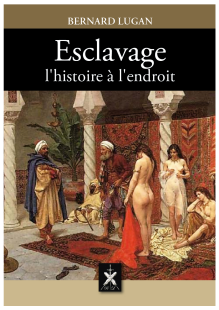
Cette loi ne dénonce en effet que la Traite pratiquée par les seuls Européens. Elle fait l'impasse sur les Traites arabo-musulmanes, afin que, selon Christiane Taubira « *Les jeunes Arabes* (...) *ne portent pas sur leur dos tout le poids de l'héritage des méfaits des Arabes* (*L'Express*, 4 mai 2006) ».

En pliant sous l'« air du temps », les députés français ont donc effacé de la Mémoire collective des millions de victimes. A commencer par ces femmes et jeunes filles razziées dans ce que les conquérants arabes appelaient la « moisson berbère ». Ibn Khaldun évoque à ce sujet les « belles esclaves berbères, de toison couleur de miel ». Et que dire des enlèvements opérés jusque dans les années 1800 en mer et le long des rivages méditerranéens européens ?

Cette loi fait également l'impasse sur le rôle des Africains eux-mêmes. En Afrique sud-saharienne, les Européens, dont il n'est évidemment pas question d'évacuer la part de responsabilité, n'ont pas participé à la chasse aux esclaves, attendant sur le littoral que leur soient livrés les captifs. Il dépendait donc in fine de leurs partenaires africains d'accepter ou de refuser de leur vendre leurs « frères ». La réalité est qu'une partie de l'Afrique s'est enrichie en vendant l'autre partie.

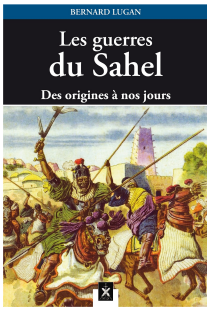
Loin des nuées et des manœuvres culpabilisatrices, ce livre, enrichi de plusieurs dizaines de cartes et illustrations, d'une bibliographie détaillée et d' un index, est le manuel de réfutation d'une histoire officielle dont la finalité est de paver la route de la repentance.

Commander les livres de Bernard Lugan



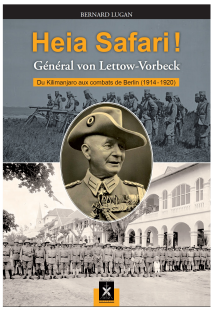
Esclavage, l'histoire à l'endroit

32€



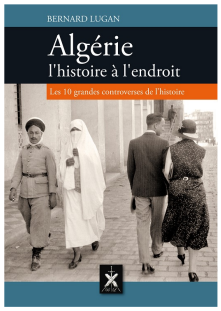
Les guerres du Sahel

35€



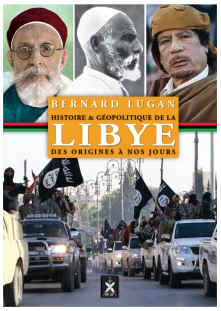
Heia Safari, Général von Lettow-Vorbeck

36€



Algérie, l'histoire à l'endroit

32€

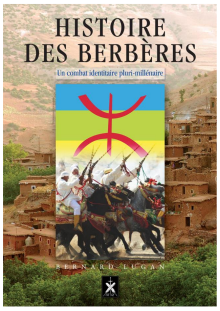


Histoire et géopolitique de la Libye

32€

Mythes et manipulations de l'histoire africaine

28€



Histoire des Berbères, des origines à nos jours

29€

Paiement sécurisé sur :
WWW.BERNARD-LUGAN.COM

- Pour la France, les frais de livraison sont compris
- Pour l'UE, ajouter 5 euros par livre
- Pour le reste du monde, nous consulter

BON DE COMMANDE POUR PAIEMENT PAR CHÈQUE

Nom et Prénom :

Adresse d'envoi :

Adresse e-mail (Important pour le suivi de la commande) :

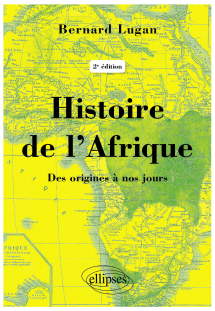
Livre(s) :

☐ Esclavage, histoire à l'endroit ☐ Les guerres du Sahel ☐ Heia Safari ☐ Algérie, histoire à l'endroit

☐ Histoire de la Libye ☐ Mythes et Manipulations ☐ Histoire des Berbères

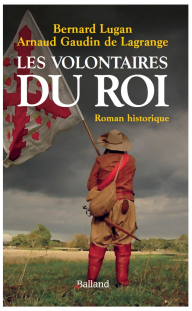
Votre chèque est à envoyer à : Bernard Lugan, BP 45, 42360 Panissières

Commander les livres de Bernard Lugan



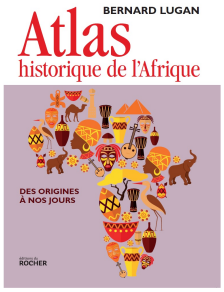
Histoire de l'Afrique

53€



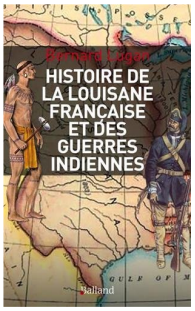
Les voolontaires du Roi

27€



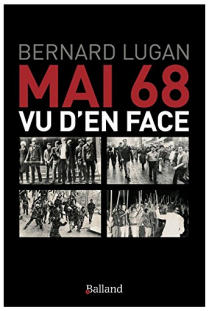
Atlas historique de l'Afrique, des origines à nos jours

33€



Histoire militaire de la Louisiane française

29€

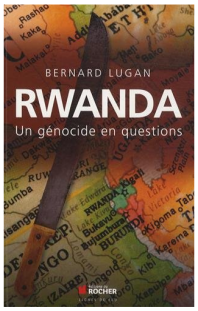


Mai 68, vu d'en face

20€

Osons dire la vérité à l'Afrique

27€

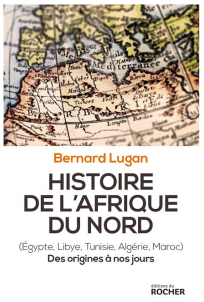


Rwanda, un génocide en questions

29€

Les guerres d'Afrique, des origines à nos jours

38€



Histoire de l'Afrique du Nord

35€

Paiement sécurisé sur :
WWW.BERNARD-LUGAN.COM

- Pour la France, les frais de livraison sont compris
- Pour l'UE, ajouter 5 euros par livre
- Pour le reste du monde, nous consulter

BON DE COMMANDE POUR PAIEMENT PAR CHÈQUE

Nom et Prénom :

Adresse d'envoi :

Adresse e-mail (Important pour le suivi de la commande) :

Livre(s) :

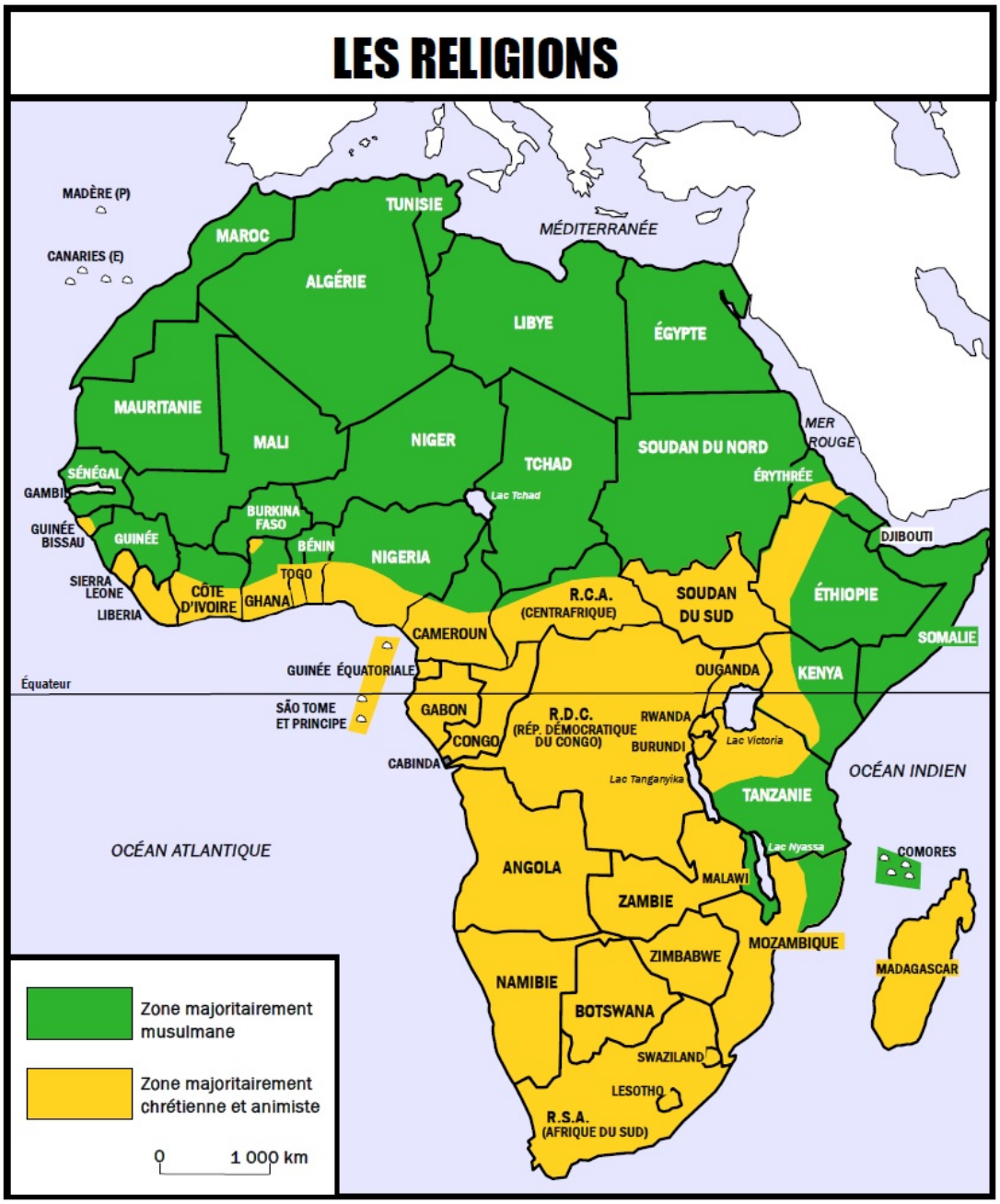
☐ Histoire de l'Afrique ☐ Les volontaires du roi ☐ Atlas historique ☐ Histoire de la Louisiane

☐ Mai 68 ☐ Osons dire la vérité à l'Afrique ☐ Rwanda, un génocide en questions

☐ Les guerres d'Afrique ☐ Histoire de l'Afrique du Nord

Votre chèque est à envoyer à : Bernard Lugan, BP 45, 42360 Panissières

DOSSIER : L'ISLAM SUD-SAHARIEN



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

Au point de vue religieux, l'Afrique est coupée en trois: un nord musulman, un sud chrétien et une région orientale partagée entre les deux religions. Les chrétiens étaient encore majoritaires au sud du Sahara (60%) au tournant du millénaire, mais la démographie musulmane étant forte, les proportions changent peu à peu. En 2050, le Nigeria sera ainsi le 3e pays le plus islamisé du monde.

L'ISLAM SUD-SAHARIEN POURRA-T-IL RÉSISTER AU WAHHABISME ?

Aujourd'hui, derrière les opérations jihadistes, c'est une véritable lutte à mort entre l'islam local et l'islam importé depuis la péninsule arabique qui se déroule sous nos yeux.

L'islam sud-saharien présente plusieurs grandes caractéristiques :

1) Il n'est plus cantonné dans le seul Sahel. En raison des migrations régionales et intérieures, il n'y a en effet plus aujourd'hui de frontière claire entre zone chrétienne et zone musulmane, comme cela était encore le cas dans les décennies passées. En Côte d'Ivoire, les nordistes musulmans sont ainsi devenus majoritaires dans nombre de régions du sud. Ce phénomène se retrouve partout, notamment au Cameroun et au Nigeria où les ports agissent comme des pompes aspirantes pour les populations nordistes très majoritairement musulmanes. En Afrique orientale, le phénomène est identique.

2) L'islam africain a toujours connu des guerres internes. Déclenchées au nom d'interprétations différentes du Coran, ce furent des *jihad* de « purification » destinés à « nettoyer » l'islam africain du paganisme. Le phénomène est ancien (Almoravides, jihad peul des XVIIIe-XIXe siècles, etc). Cependant, le plus souvent, et notamment dans le cas des grands *jihad* peul des XVIIIe-XIXe siècles, l'islam était le paravent d'une conquête ethno-impérialiste, son alibi en quelque sorte.

3) Les actuels *jihad* se déroulent essentiellement dans des régions déjà islamisées. Nous ne sommes donc pas en présence d'un front musulman face à un front chrétien, à l'exception de certaines périphéries comme dans le centre du Nigeria, dans l'est du Kenya ou dans le sud de la RCA. Nous assistons en réalité à des tentatives de prise de contrôle des populations déjà musulmanes, par les tenants d'une interprétation de l'islam.

4) Jusqu'à ces dernières décennies, l' « islam noir » était pacifique. La situation a considérablement changé depuis que, dans les années 1960, l'Arabie saoudite a décidé d'exporter au sud du Sahara sa propre vision de l'islam, le wahhabisme. Le but de ce dernier est de « purifier » l'islam local en le ressourçant sur le modèle de l'Etat arabe du temps des premiers califes, en l'ancrant sur la stricte application des principes et obligations du seul Coran.

Pour les fondamentalistes, qu'ils soient salafistes ou wahhabites, le paganisme s'est en effet introduit dans l'islam africain sud-saharien et l'a perverti. Le devoir des « vrais » croyants est donc de l'expurger de ces pratiques culturelles et cultuelles locales qui l'ont éloigné de sa source. Or, la purification de l'islam africain sud-saharien passe par le strict retour aux Ecritures.

Les observateurs ont cru voir un phénomène religieux dans une multitude de conflits ethno régionaux et même raciaux ancrés dans la nuit des temps.

Ainsi, en 2011-2012, lors du soulèvement touareg qui est à l'origine des actuels évènements du Sahel, nous n'étions pas face à une guerre de religion, mais en présence d'un conflit racial nord-sud. L'islamisme a ensuite agi comme une surinfection de plaies ethno-raciales opportunément utilisées pour s'insérer dans le jeu politique local.

A cette donnée de longue durée s'est ajoutée la permanence et l'adaptation des activités commerciales à longue distance. Nous les qualifions de « trafic » alors que, pour les populations concernées, elles constituent la poursuite de pratiques précoloniales de mise en relation des zones soudanienne, sahélienne, saharienne et méditerranéenne. Or, ces « trafics » constituent un élément essentiel de survie, une soupape économique et sociale dans ces régions pauvres connaissant des problèmes climatiques accentués par une surpopulation suicidaire et qui ont perdu les ressources du tourisme en raison de l'insécurité.

Si ces « trafics » ont toujours existé, celui de la drogue fait aujourd'hui entrer une masse considérable d'argent dans une région sans ressources. Or, ce « trafic », lui aussi organisé sur une base ethnique, est régulièrement habillé du noble voile du Prophète...

ISLAM AFRICAIN CONTRE ISLAM ARABE

Au lendemain des indépendances, dans toute la région sahélienne, l'Arabie saoudite finança des mosquées et des projets de développement. Au terme d'un lent travail d'influence, la réussite est aujourd'hui marquée par l'introduction de nouvelles normes visibles dans la société africaine sud saharienne, comme la *burqa*, la séparation sexes, les rites mortuaires ou l'introduction de la prière de nuit, le *tahajjud*.

L'introduction du wahhabisme en Afrique sud-saharienne a pour origine la lutte qui durant les années de Guerre froide, opposa l'Arabie saoudite alliée de l'Occident à l'Egypte du colonel Nasser. La monarchie des Saoud chercha alors à isoler l'Egypte en la contournant par le sud et en exportant son idéologie d'Etat, le wahhabisme, en Afrique. Ce fut dans ce but qu'au mois de mai 1962, à la Mecque, fut fondée la *Ligue du monde musulman*. Puis, au mois de janvier 1973, à Ryad, se tint la *Conférence mondiale de la jeunesse musulmane*, où fut définie une véritable politique missionnaire saoudienne.

Les succès du wahhabisme s'expliquent largement par son rôle social en faveur des petites élites déclassées. Dans le système éducatif moderne, l'immense majorité de ceux qui vont à l'école sont sans emploi. Quant à l'école coranique traditionnelle, la *médersa*, elle est totalement inadaptée car, si les enfants y apprennent certes l'arabe et le coran, sa fréquentation ne donne pas pour autant accès à l'emploi car la société ne reconnaît que les diplômes délivrés par l'enseignement de type occidental.
Ayant bien analysé la situation, les wahhabites ont fondé des écoles coraniques dans lesquelles est certes enseigné le strict islam, mais également les sciences modernes. Paradoxalement, le retour aux sources religieuses permet une ouverture à la connaissance, donc aux emplois.

Le wahhabisme s'est développé contre les coutumes locales. Il interdit strictement la construction de mausolées funéraires, il prône un rapport direct du croyant à Dieu en interdisant les intermédiaires, donc les marabouts et autres saints vénérés par l'islam africain. Allah, dieu unique méritant seul prière et invocation, il n'est en effet pas question de demander à d'autres ce qui ne relève que de Lui.
En effet, le seul pêché irrémissible pour l'Islam est l'associationnisme (*shirk*). La remise en cause de l'unicité divine (*tawhid*) par l'introduction d'une médiation sacrée entre les fidèles et Dieu. C'est ainsi que la notion d'innovation blâmable (*Bid'a*) désigne toute croyance, pratique ou coutume, qui ne s'appuie pas sur un précédent datant de l'époque du Prophète.

Cet islam radical synthétise les déceptions, les désillusions et les frustrations des populations saharo-sahéliennes. Il leur propose un changement de paradigme. Ainsi, loin de nier leur retard, il l'explique : si certaines sociétés piétinent, c'est parce qu'elles ont voulu imiter l'Occident. Elles doivent donc remettre en cause l'ordre économique et politique mondial avec ses valeurs, pour adhérer ou revenir aux racines de l'islam.

Parallèlement à cette remise en cause, la conversion des ethnies sudistes a changé la nature de l'islam et a ouvert la contestation du pouvoir traditionnel. Longtemps la résistance noire s'est faite contre l' « islam arabe » accusé d'avoir été le vecteur de l'esclavage. Or, paradoxalement, aujourd'hui, le fondamentalisme sert aux héritiers de ceux qui furent vendus, à se venger de ceux qui les vendirent.

Phénomène nouveau, la jeunesse musulmane du sud est de plus en plus arabisée et elle voit dans l'islam rigoriste le moyen de contester à la fois la domination des élites traditionnelles - par exemple celui des *lamido* peul au Cameroun -, et celle des élites occidentalisées.

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, une opposition existe désormais entre descendants des anciens musulmans conquérants et nouveaux musulmans ou héritiers des convertis de force aujourd'hui paradoxalement ralliés à l'islamisme radical. Ce dernier casse les structures de la chefferie pour fabriquer une artificielle identité africaine arabophone extérieure aux hiérarchies traditionnelles. **Il est la revanche des anciens dominés qui se vengent de leurs anciens maîtres musulmans au nom d'un islam égalitaire.**

Au Macina, le recrutement de certains Peul par les jihadistes est ainsi localement favorisé par le problème social, les individus marginalisés voyant dans l'islam jihadiste le moyen d'une revanche contre les aristocraties locales.
La démarche est ici identique à celle des Peul des XVIIIe et XIXe siècles qui trouvèrent dans l'islam le levier leur permettant de renverser les autorités locales auxquelles ils étaient jusque-là soumis.

Le FLM (*Front de libération du Macina*), un mouvement peul, dénonce ainsi les familles maraboutiques et les familles pastorales peul héritières de Seku Ahmadou, le fondateur de la *Dîna*, l'État théocratique peul qui s'établit au Macina au XIXe siècle. Au mois de mai 2015, la destruction des mausolées d'Hamdalahi dont celui de Seku Ahmadou s'inscrivait dans ce contexte. Le paradoxe ou la contradiction étant que le FLM se réclame en même temps de ce même sultanat peul qui précéda la colonisation…

Avec cette révolte des « petits » Peul demandant l'abolition des droits fonciers traditionnels, nous sommes en présence d'une forme de jacquerie religieuse.
Dans l'extrême nord du Cameroun, là où la menace de Boko Haram est une réalité, nous assistons ainsi à une opposition de fond entre l'islam peul dominant et l'islam kirdi, nom générique donné aux populations noires islamisées par les Peul au XIXe siècle. En d'autres termes, nous sommes en présence d'un choc entre l'islam des ethnies conquérantes et celui des ethnies conquises. Pour ces dernières, la conversion à l'islamisme wahhabite et l'usage de la langue arabe est le moyen de leur revanche contre les Peul. De plus, en ayant adhéré à l'arabité, ils estiment qu'ils sont plus proches du « vrai » islam que les Peul qui pratiquent une religion « polluée » par les influences locales.

Ce phénomène clairement révolutionnaire est dirigé à la fois contre l'islam traditionnel, contre la chefferie et contre les ethnies musulmanes historiquement dominantes. Son expansion n'a, pour le moment du moins, pas réussi à dépasser le cadre de certains groupes traditionnellement dominés.

LA CHARIA, UNE BULLE « SÉCURISÉE » POUR LES TRAFICS ?

Quel est le vrai visage du jihadisme sahélien ? N'avons-nous pas trop tendance à qualifier de jihadiste tout bandit armé ou même tout porteur d'arme ? La mise en avant du jihadisme n'est-elle pas l'alibi commode de notre incompréhension de la situation régionale ?

Ceux que nous qualifions de jihadistes sont-ils réellement mus par la volonté de combattre l'islam local « déviant » car ouvert sur « l'innovation blâmable (*bid'a*) » qui trahit le Coran ?
Sommes-nous en présence de trafiquants revendiquant le jihadisme pour brouiller les pistes, et parce qu'il est plus glorieux de prétendre combattre pour la plus grande gloire du Prophète que pour des cartouches de cigarettes ou des cargaisons de cocaïne ?
Sommes-nous face à des revendications ethniques, sociales et politiques habillées du voile religieux ?
Sommes-nous en présence des trois à la fois, avec des degrés différents d'importance de chaque point selon les moments ? C'est ce que pense Rikke Haugegaard (2018)[1] quand il écrit :

« *Les actions des groupes djihadistes sont guidées par une combinaison de facteurs, allant des luttes de pouvoir au niveau local aux conflits claniques internes, en passant par la poursuite d'intérêts économiques associés au commerce de contrebande* ».

Dans son rapport du 12 juin 2018[2], *Crisis Group* a parfaitement synthétisé la question en écrivant que :

« (…) *la frontière entre le combattant jihadiste, le bandit armé et celui qui prend les armes pour défendre sa communauté est floue. Faire l'économie de cette distinction revient à ranger dans la catégorie « jihadiste » un vivier d'hommes en armes qui gagnerait au contraire à être traité différemment* » (Crisis, 2018 : 17).

Aujourd'hui, le moderne commerce transsaharien qui repose sur la traite des migrants et sur la

Le Mozambique, un foyer jihadiste swahili ?

Depuis la fin de l'année 2013, la province de Cabo Delgado dans le nord du Mozambique, est ensanglantée par des actions terroristes dont les auteurs se réclament de l'islamisme radical, mais dont le mouvement a une double racine.
Les auteurs de ces actions terroristes se rattachent à un groupe qui s'est baptisé *al-Sunnah*, dont l'entier patronyme est *Ahlu Sunnah Wa-Jamâ*, ce qui signifie « Ceux qui adhérent à la tradition du Prophète ». Comme dans la BSS, ils combattent l'islam *soufi* local en partie syncrétiste qu'ils considèrent comme étant hérétique.
L'autre nom de ce groupe est « *Swahili Sunna* », ce qui semblerait indiquer que son combat est également identitaire avec référence au vieux monde swahili de l'époque des sultans esclavagistes éteint avec la colonisation.
Ce mouvement terroriste islamiste est en effet ethno-centré sur les Kimwami, des pêcheurs musulmans vivant le long du littoral et sur les îles nord du Mozambique et qui, durant plusieurs siècles, furent les partenaires des esclavagistes arabes qui razziaient les populations de l'arrière-pays.
C'est en 2015 que furent formées les premières cellules clandestines militaires en lien avec les groupes fondamentalistes du littoral est africain, depuis la Somalie au nord, à la Tanzanie au sud. Leurs cadres étaient des étudiants de retour d'Arabie saoudite porteurs du wahhabisme qui a peu à peu pris le contrôle d'une partie des mosquées du pays.

[1] Haugegaard, R., (2018) « La charia « business du désert ». Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le jihadisme dans le nord du Mali. », en ligne.
[2] Crisis Group., (2018) « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique ». *Rapport Afrique* n°261, 12 juin 2018.

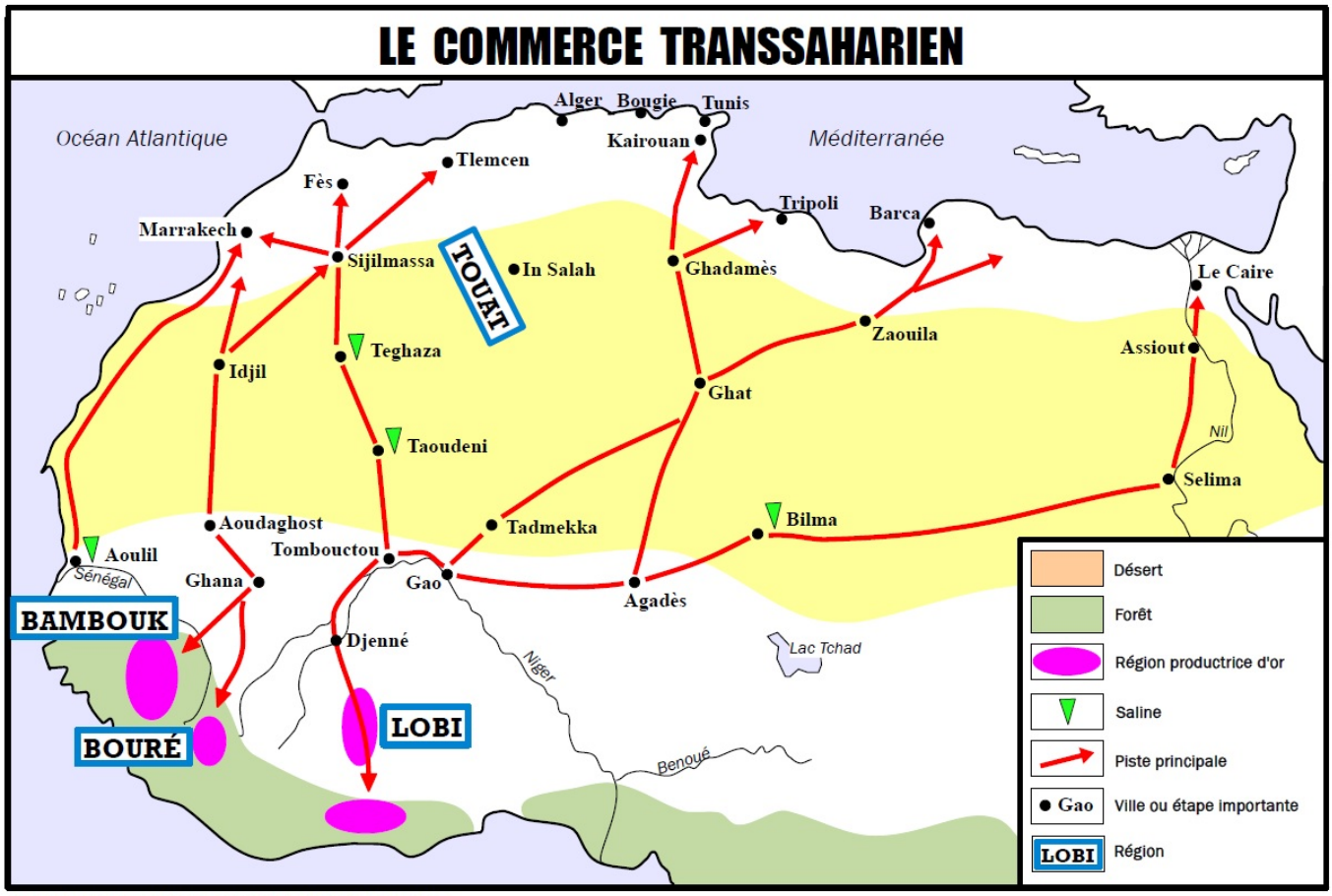
drogue, nécessite de solides infrastructures armées afin de protéger les convois contre les groupes rivaux cherchant à les intercepter. Voilà pourquoi nous assistons à :

« (…) *la constitution progressive d'une catégorie d'individus qui vivent du métier des armes à la frontière entre le Mali et le Niger, dont beaucoup n'ont que peu à voir avec le terrorisme* » (Crisis, 2018 : 23)

Cette militarisation est rendue obligatoire par la forte valeur des marchandises transportées, les experts estimant à 1/3 le volume de la cocaïne mondiale circulant le long des pistes sahariennes ancestrales.

Or, ce trafic est devenu le poumon économique des populations de ces milieux défavorisés subissant les effets d'une désertification accélérée par la démographie, d'où la jonction entre trafic et religion, le premier se faisant dans la bulle sécurisée par l'islamisme.

C'est ainsi que dans la BSS « la mise en œuvre de la charia consiste essentiellement à créer un espace pour l'industrie de la contrebande » (Haugegaard, 2018 : 67).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

Cette carte représente les axes du commerce transsaharien à l'époque précoloniale. Aujourd'hui, les mêmes pistes sont utilisées pour les trafics.

FORMULAIRE D'ABONNEMENT/ RÉABONNEMENT POUR 2021

(Les abonnements 2022 ne seront pas pris en compte)

Née en 2010, l'Afrique Réelle est une lettre mensuelle PDF d'une vingtaine de pages envoyée par internet. Elle analyse les évènements africains sur la longue durée à partir du réel géographique et ethnique.
Cet outil unique de connaissance des réalités du continent africain est illustré de cartes couleur. En plus de la revue, les abonnés reçoivent les analyses ponctuelles de Bernard Lugan.

Abonnement simple : 45€ (TVA incluse)

Donne droit aux 12 numéros de janvier à décembre 2021 ainsi qu'à tous les communiqués et analyses de Bernard Lugan.

Paiement sécurisé sur :
WWW.BERNARD-LUGAN.COM

Si vous désirez être tenu au courant de nos activités ou recevoir un exemplaire specimen gratuit de l'*Afrique Réelle*, nous écrire à :
contact@bernard-lugan.com

Nom et Prénom :

Adresse :

Code postal et ville :

Pays :

Téléphone :

ADRESSE E-MAIL (OBLIGATOIRE) :

Formulaire à renvoyer à :
Bernard Lugan
BP 45
42360 Panissières

☐ Réabonnement 2021 : 12 numéros - 45 euros (TVA incluse)

☐ Abonnement 2021 : 12 numéros - 45 euros (TVA incluse)

☐ Abonnement 2020-2021 : 24 numéros - 60 euros (TVA incluse)

☐ Intégralité des 144 numéros 2010-2021 : 150 euros (TVA incluse)